COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

du

MARDI 22 NOVEMBRE 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

van

DINSDAG 22 NOVEMBER 2011

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.27 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.
La séance est ouverte à 14.27 heures et présidée par M. Hans Bonte.

De **voorzitter**: Vragen nrs 6240 en 6958 werden omgezet in schriftelijke vragen.

01 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le code de conduite 'Plantes invasives'" (n° 6084)

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "de Gedragscode invasieve planten" (nr. 6084)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, cette question date du 12 septembre 2011 et je me réjouis de pouvoir enfin la poser. Je regrette tout de même qu'il ait fallu tant de temps pour entendre le ministre nous répondre.

Je parlais donc du 21 septembre, date à laquelle vous alliez présenter au Centre technique horticole de Gembloux le Code des plantes invasives. Ce code recenserait pas moins de 28 espèces de plantes qui s'épanouissent dans nos contrées au détriment de la flore et de la faune indigènes.

Ce code est un code volontaire. Les professionnels du secteur sont libres d'y souscrire ou non. On peut se réjouir d'une telle initiative. Les horticulteurs et les pépiniéristes ont collaboré à la rédaction de ce code et nous pouvons également nous en réjouir. Ce texte devrait servir à informer le grand public et à l'inciter à acquérir des plantes de chez nous.

On peut cependant s'interroger sur la contradiction qui subsiste entre le fait de commercialiser ces plantes invasives et le fait de vouloir lutter contre leur dissémination dans la nature, qui a lieu aux dépens de la biodiversité.

Ne serait-il pas grand temps de légiférer et de définir une réglementation qui interdirait une fois pour toutes la commande, la production, la vente et la distribution de ces plantes terrestres ou aquatiques qui présentent un risque pour la biodiversité? Sinon, c'est que ces plantes ne présentent pas un risque réel, mais dans ce cas, j'ai besoin d'explications!

Il était question à l'époque de textes législatifs en cours de rédaction. Où en sommes-nous? Quelles initiatives comptez-vous prendre pour encadrer plus strictement ces pratiques?

01.02 Paul Magnette, ministre: Madame Snoy, le Code de conduite sur les plantes invasives a en effet été présenté les 15, 18 et 21 septembre derniers à Destelbergen, Bruxelles et Gembloux. Il préconise l'adoption de mesures plus larges, tant pour les importations que pour la commercialisation, la détention et la plantation, et ce afin de limiter la dispersion des plantes invasives dans les parcs, les jardins, aux abords des routes, des cours d'eau et des voies ferrées.

Citons notamment le retrait de la vente, de la plantation et de l'utilisation de 28 plantes exotiques envahissantes mais également, à côté de cette mesure contraignante de retrait de vente, des mesures d'information, de communication, de sensibilisation du secteur horticole et de gestionnaires d'espaces verts sur les autres plantes invasives reprises dans les listes dites de surveillance, établies scientifiquement par la plate-forme Biodiversité belge. C'est un outil volontaire d'autorégulation qui s'ajoute à l'outil contraignant du retrait à la vente et qui s'adresse aux horticulteurs, aux professionnels de l'aménagement et de l'entretien des espaces verts et jardins en vue de préparer le secteur à des initiatives légales, tant européennes que fédérales, dans les mois à venir.

Outre cette démarche volontaire, le régime fédéral réglementaire encadrera dès l'an prochain, je l'espère, des actions d'autorégulation initiées dans le cadre de ce code.

Enfin, nous travaillons activement, à l'échelle européenne, pour la mise en place d'un cadre communautaire harmonisé et efficace en la matière. Une proposition de la Commission européenne est en effet attendue en 2012.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, vous confirmez un peu la contradiction entre le fait que, d'un côté, il y a un code volontaire et, de l'autre, un besoin de réglementation. Si ces plantes sont vraiment invasives et dangereuses pour la biodiversité, il faut les bannir. Si j'ai bien compris, vous attendez une initiative européenne. La Belgique était-elle incapable de le faire en avance? Est-ce pour cette raison que vous attendez l'initiative européenne ou est-ce dû au fait que le gouvernement est en affaires courantes?

01.04 Paul Magnette, ministre: Non, on dépose une loi mais on attend en plus, pour la renforcer, un cadre communautaire.

01.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Au nom de mon groupe, nous souhaiterions que ce soit plus clairement défini. Si une plante est dangereuse pour la biodiversité, il ne faut plus qu'elle soit mise en vente. Cela me semble être la logique la plus élémentaire.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'affichage des valeurs de rayonnement des téléphones portables" (n° 6165)

02 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de vermelding van de stralingswaarde van gsm's" (nr. 6165)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, ma question date du 20 septembre et, tout comme d'autres que j'ai déposées sur le sujet, a trait à la mise en œuvre d'une résolution adoptée en mars 2009.

Monsieur le ministre, vous annoncez récemment que vous aviez rédigé un arrêté royal portant sur l'obligation, pour les fabricants de gsm, d'afficher désormais les valeurs de rayonnement de leurs téléphones portables sur leur emballage et dans les magasins.

Pourriez-vous me communiquer le texte de ce projet d'arrêté? Quelle est la liste des organismes consultatifs auxquels cet arrêté sera soumis? Quelles sont les modalités prévues? L'affichage envisagé sera-t-il chiffré? L'occasion sera-t-elle donnée au consommateur de comprendre un peu plus facilement l'avantage ou le désavantage d'acheter tel ou tel appareil? Il serait intéressant, selon moi, d'élaborer une échelle de graduation comme cela a été le cas en matière d'efficacité énergétique, sans pour autant qu'il y ait confusion entre les deux.

Suivant votre arrêté, l'information figurera-t-elle sur chaque appareil? Sera-t-elle uniquement visible en vitrine ou sera-t-elle disponible dans un endroit réservé à cet effet. En effet, je me suis rendue encore récemment chez des vendeurs de gsm et je puis vous dire qu'il est extrêmement difficile de savoir quelle est la puissance de l'appareil que l'on souhaite acheter.

Des formations à l'intention des vendeurs sont-elles prévues afin qu'ils puissent informer de manière complète les utilisateurs sur les précautions à prendre lors de l'utilisation de l'appareil. En effet, le débit d'absorption spécifique (DAS), c'est une chose, mais il est également important de connaître les implications de l'utilisation de son appareil portable et, notamment, l'intérêt de l'usage d'une oreillette.

Enfin, une autre demande de la résolution de 2009 était de veiller à ce que tout téléphone portable soit vendu avec une oreillette filaire, ce pour encourager son usage qui diminue substantiellement l'exposition du cerveau aux rayonnements. Que comptez-vous faire pour mettre en œuvre cette demande faite au gouvernement qui remonte à plus de deux ans?

02.02 Paul Magnette, ministre: Madame Snoy, j'ai élaboré, en collaboration avec ma collègue de la Santé publique, un projet d'arrêté royal relatif à la disponibilité de l'information à l'intention des consommateurs en ce qui concerne le débit d'absorption spécifique pour les produits qui émettent des ondes radio.

La motivation première de l'arrêté royal est de sensibiliser les consommateurs en vue de leur permettre un choix éclairé et de les aider à orienter leur choix vers des appareils réduisant leur exposition au risque.

Ce faisant, je réponds aux recommandations de la résolution du parlement de mars 2009. Comme prévu par les dispositions légales, le projet d'arrêté royal est actuellement soumis à six organes d'avis: le Conseil supérieur de la Santé, le Conseil fédéral du Développement durable, le Conseil central de l'Économie, le Conseil de la Consommation, le Conseil supérieur des Indépendants et des PME et la Commission de la Sécurité des Consommateurs. Nous ne manquons pas d'instances consultatives dans ce pays.

Le projet sera ensuite soumis au Conseil des ministres – qui n'est pas une instance consultative. Le projet d'arrêté royal a notamment pour but d'afficher la valeur DAS non pas sur l'emballage des produits, mais dans les points de vente et dans toute publicité, précisément pour renforcer cette information. Dans les emballages en général, cela y figure déjà.

Les obligations seront imposées à toute personne mettant en vente des téléphones mobiles ou d'autres produits émettant des ondes radio, donc pas aux fabricants de gsm. En Belgique d'ailleurs, il n'y a pas de fabricant de gsm, pas encore en tout cas. Tous les produits pour lesquels, au niveau européen, les fabricants sont obligés d'effectuer ces mesures DAS, afin de pouvoir appliquer le marquage CE tombent sous le coup de l'arrêté royal, à savoir en pratique les produits dont la puissance de rayonnement moyenne est supérieure à 20 milliwatts.

L'arrêté porte également sur l'interdiction de la publicité prônant l'utilisation de téléphones portables chez les enfants de moins de douze ans et sur l'interdiction – de temps en temps, nous interdisons quand même la publicité à destination des enfants – de mettre sur le marché des téléphones portables spécifiquement conçus pour les enfants.

En ce qui concerne l'affichage proprement dit, il devra être visible et lisible. Le projet d'arrêté prévoit un affichage chiffré à côté d'une échelle divisée en cinq cases représentant ensemble toute l'échelle des valeurs possibles entre 0 et 2 W/k, cette norme étant la valeur limite légale pour les gsm selon la norme européenne.

Sachez, par ailleurs, que l'échelle européenne ne se base pas sur les caractéristiques actuelles du marché, comme les meilleurs produits ou les produits moyens, mais sur la valeur limite légale. L'évolution du marché n'aura pas d'influence sur la classification tant que la valeur limite restera inchangée.

En ce qui concerne des formations ou informations à l'intention des vendeurs, j'y accorderai une grande importance. Afin qu'ils puissent se conformer aux nouvelles obligations, je les informerai à travers les canaux adéquats, notamment par la voie des fédérations concernées.

En réponse à votre dernière question, la vente d'une oreillette filaire avec tout téléphone portable n'est pas prévue actuellement dans le projet d'arrêté royal, qui vise les seuls appareils gsm. Mais en fonction des différents avis des conseils consultatifs attendus d'ici la fin de ce mois, le projet de texte sera ajusté.

J'examinerai avec attention ce qui sera suggéré sur ce sujet précis. Je tiens cependant à vous dire que, dans toute information officielle au consommateur sur les téléphones mobiles, mon administration recommande fortement d'utiliser une telle oreillette. J'ai fait actualiser récemment ces actions de

communication et de sensibilisation du consommateur aux ondes électromagnétiques et aux appareils gsm.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous remercie. Je trouve que tout cela va dans le bon sens. Je relirai votre réponse mais, actuellement, je pense qu'il n'y a là que du positif. Pouvez-vous me dire dans quel délai vous avez demandé un avis à tous ces conseils? J'espère que cela ne va pas durer un temps indéterminé.

02.04 Paul Magnette, ministre: Il y a souvent des délais légaux.

02.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Oui, il me semble que c'est deux mois. Et vous avez demandé l'avis des six en même temps?

02.06 Paul Magnette, ministre: Il ne m'en manque plus que deux.

02.07 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Bien. J'espère que ce sera à charge du nouveau gouvernement.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "het gebruik van teerzandolie als brandstof" (nr. 6485)

03 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'utilisation comme carburant du pétrole issu des sables bitumeux" (n° 6485)

03.01 Rita De Bont (VB): Mijnheer de minister, mijn vraag dateert van het begin van vorige maand. In die periode verscheen er een artikel dat in Canada en de Verenigde Staten teerzandolie gepromoot werd als alternatieve brandstof. De oliewinning zou meer vervuilend zijn dan de klassieke winning van fossiele brandstof en zou ook 23 % meer CO₂ uitstoten. De Europese Commissie zal daarom uiteraard aan teerzandolie in haar Fuel Quality Directive een hoge waarde geven. De lidstaten moesten zich op dat ogenblik nog uitspreken over het voornemen van de Europese Commissie.

Ik denk dat dit ondertussen gebeurd is en ik had graag geweten welk standpunt België daaromtrent heeft ingenomen? Is dit standpunt ingenomen in overleg met de deelstaten? Daarbij had ik ook graag geweten of u weet of er in België teerzandolie wordt ingevoerd en of u dit dan verantwoord zou vinden?

03.02 Minister Paul Magnette: België schaaft zich achter de doelstelling om de koolstofafdruk van brandstof tegen 2020 met 6 % te doen dalen. De winning en verwerking van teerzand vragen meer energie dan bij klassieke olie; daarom steun ik de aanpak van de Commissie waarbij gesteld wordt dat de koolstofafdruk van teerzand hoger is dan die van de koolwaterstoffen die in Europa verkocht worden.

In 2009 werd een publieke raadpleging gelanceerd en in 2010 vond een vergadering van de *stakeholders* plaats. Bij de voorbereiding van haar ontwerp van richtlijn heeft de Commissie zich onder andere gebaseerd op een studie van het Joint Research Centre en op studies van dr. Brandt over teerzand en olieschade. Het ontwerp van richtlijn werd besproken op 25 oktober, maar er werd geen beslissing genomen.

Teerzandolie wordt niet als dusdanig in Europa ingevoerd. Aan de andere kant schat de Commissie dat het verbruik van benzine en diesel, geproduceerd op basis van teerzand, minder dan 1 % van het Europese verbruik vertegenwoordigt. De prijs van het vat zou een reden kunnen zijn om meer brandstoffen op basis van teerzand te gaan uitvoeren.

03.03 Rita De Bont (VB): De invloed zal wel beperkt zijn, als het minder dan 1 % is, maar ik denk dat het toch aangewezen is dat men die invoer gewoon niet toelaat. Daarover zijn echter nog geen beslissingen genomen, zoals ik hoor.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de emissierechten van ArcelorMittal" (nr. 6627)

- de heer Éric Jadot aan de minister van Klimaat en Energie over "de CO₂-quota die aan de staalgroep ArcelorMittal werden toegekend" (nr. 6654)

04 Questions jointes de

- M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les droits d'émission d'ArcelorMittal" (n° 6627)

- M. Éric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les quotas de CO₂ alloués au groupe sidérurgique ArcelorMittal" (n° 6654)

04.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, begin oktober verschenen berichten over de problemen bij ArcelorMittal. Ik geef een korte herhaling van de geschiedenis van ArcelorMittal.

In 2007 liet ArcelorMittal weten dat de hoogovens in Seraing heropgestart zouden worden en dat de hoogoven in Ougrée zou openblijven tot 2015. De heropstart van die ovens zou 150 extra jobs opleveren. Het probleem is dat hoogovens heel veel CO₂ uitstoten. Het allocatieplan van de Gewesten en de federale overheid was toen al overgemaakt aan de Europese Commissie die uiteraard onder andere dientengevolge België haar huiswerk opnieuw liet maken en een extra besparing van 4,8 miljoen ton CO₂ vroeg. Op dat ogenblik eiste ArcelorMittal 4 miljoen gratis emissierechten om haar ovens rendabel te kunnen laten draaien. Het overlegcomité in het Waals Gewest heeft toen ter wille van ArcelorMittal enkele gestes gedaan en toegekende emissierechten weggehaald bij andere bedrijven en deze aan ArcelorMittal toegekend.

Uiteraard is het nieuws, zoals vandaag bekend, dat deze ovens niet zullen openblijven tot 2015 en dat er enkel wordt overgegaan op de koude keten. Vandaar mijn eerste vraag: om hoeveel rechten gaat het juist? Hoeveel rechten heeft ArcelorMittal toen gekregen?

Ten tweede, welke andere bedrijven hebben toen emissierechten moeten opofferen om de 150 jobs van ArcelorMittal veilig te stellen?

Ten derde, hoeveel *assigned amount units* werden door het Waals Gewest ingeruild, en is de federale overheid daarvoor moeten tussenkomen?

In de beslissing van het overlegcomité wordt er gewag gemaakt van een belofte om door te gaan met de productie, minstens tot en met 2012. Uiteraard impliceert dit het volledige jaar 2012. De belofte werd niet nagekomen. Wat zal de federale overheid doen? Wordt een schadevergoeding ingeleid? Zal er een terugvordering zijn?

04.02 Minister Paul Mignette: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Schiltz, de installaties van ArcelorMittal hebben in 2011 bijna 45 miljoen emissierechten gekregen, wat niet meer is dan waarin in het oorspronkelijke toewijzingsplan van 2006 was voorzien.

Het bepalen van de toewijzingsplannen en van de hoeveelheid gratis emissierechten gebeurde uitsluitend onder de bevoegdheden van mijn gewestelijke collega's. De federale overheid speelde enkel een coördinerende rol bij het samenvoegen van de plannen van de Gewesten.

De positie van België was dat de toewijzing op basis van historische emissies, benchmarks, audits en toekomstige verwachte productievolumes moest gebeuren. Bovendien moest er een gelijke behandeling tussen de lidstaten zijn.

Ik ben ervan overtuigd dat een ambitieus klimaatbeleid ook in de ETS-sector tot innovatie en tot de verhoging van het concurrentievermogen en de werkgelegenheid kan bijdragen. Om eventueel een negatieve impact op kortere termijn te voorkomen, werden voor de periode 2013-2020 maatregelen getroffen om delokalisatie en *carbon linkage* tegen te gaan.

Vragen over de verdeling van emissierechten onder de bedrijven of over het omruilen van *assigned amount units* door de Gewesten kunnen enkel door mijn gewestelijke collega's worden beantwoord. De federale overheid is in elk geval niet tussenbeide gekomen voor enige ruil. Er zijn ook geen bijkomende rechten toegewezen.

ArcelorMittal heeft inderdaad het akkoord van het overlegcomité van februari 2008, dat in de voortzetting van

de activiteit van de warme fase voorzag, geschonden op het moment dat het bedrijf een deel van de productie heeft stilgelegd. Aangezien de federale overheid niet tussenbeide is gekomen, heeft zij ook geen verlies geleden.

Ik zal er echter op aansturen dat de volgende regering al het nodige zal doen om voor alle locaties en bedrijven de *windfall profits* die zulks met zich brengt, zoveel mogelijk te beperken. Wij hebben trouwens een zin daaromtrent in het komende regeerakkoord ingeschreven. Enkel zo kunnen wij immers de parallelle doelstellingen van groei, werk en klimaatbescherming verwezenlijken.

04.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik ben natuurlijk de laatste om u op te roepen uw bevoegdheden te overschrijden.

U antwoordt dat de federale overheid een louter coördinerende rol heeft gespeeld. Het was echter wel een cruciale rol. Over de verdeling van de emissierechten over België en over de Gewesten is immers een serieus potje gebakkeleid. Onder andere het dossier van ArcelorMittal heeft ter zake een rol gespeeld.

Ik begrijp dat u het potje niet opnieuw wil opentrekken. Dus rest ons enkel in de toekomst met goede intenties een dergelijke problematiek te vermijden. U weet net zo goed als ik dat de weg naar de hel geplaveid is met goede intenties.

Echter, gelet op het regeerakkoord dat eraan zit te komen, heb ik er vertrouwen in dat u samen met ons allen werk van het dossier zal maken.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

05 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation de parfums d'ambiance dans les cafés" (n° 6686)

05 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het gebruik van sfeerparfums in cafés" (nr. 6686)

05.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, cette question en date du 18 octobre s'adressait à Mme la ministre de la Santé.

Si la loi sur l'interdiction de fumer dans les cafés fait le malheur des uns, elle semble aussi faire le bonheur des autres. Je ne sais pas s'il faut s'en réjouir, mais la presse nous apportait en juillet une information un peu surprenante: l'odeur de cigarette ayant disparu, d'indésirables effluves ont fait leur apparition. C'est une aubaine pour les firmes spécialisées dans les diffuseurs de parfum.

Pour combattre ces mauvaises odeurs, les cafés investissent dans une arme de choc: il s'agit des appareils olfactifs. Le fondateur d'une de ces sociétés confirme que la demande de ses produits a augmenté de 10 % depuis le mois de juin. Cette hausse est entièrement due aux commandes des brasseries et des débits de boisson. Les machines vont diffuser un liquide neutralisant les mauvaises odeurs grâce à un procédé chimique. Il faut compter 125 euros pour un petit appareil fonctionnant à pile et jusqu'à 1 920 euros pour des diffuseurs intégrant des technologies sophistiquées.

Un arôme serait diffusé en fonction du but recherché par le commerçant. Car l'objectif est d'inciter à la consommation; on parle de marketing olfactif. Pour augmenter leur chiffre d'affaires, certains cafés ont choisi de répandre des senteurs de café ou de chocolat chaud. D'autres établissements n'ont pas manqué d'audace: ils préfèrent soigner le mal par le mal en optant pour une odeur surprenante: celle du tabac. Il s'agit de reconstituer une atmosphère qui n'existe plus. Les clients vont préférer se rendre dans ces cafés, car ils vont retrouver une ambiance conviviale.

Les cafés s'ajoutent ainsi à la longue liste des habitués du marketing olfactif. Les entreprises et les magasins de vêtements, ou encore les restaurants, se servent en effet de diffuseurs de parfum depuis longtemps.

À l'heure où les autorités publiques se soucient de la qualité de l'air intérieur, ne serait-il pas opportun que

les parfums soient contrôlés dans leur composition pour éviter la dispersion de produits chimiques dans l'air intérieur qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur la santé? Ne conviendrait-il pas que des conseils et avertissements soient adressés au secteur horeca à ce propos?

05.02 Paul Magnette, ministre: Madame Snoy, les règles environnementales et de salubrité relatives aux conditions d'exploitation des débits de boisson relèvent de la compétence des Régions. Quant à la protection des travailleurs, elle incombe à la ministre de l'Emploi.

Dans le cadre du plan d'action 2009-2012 contre la pollution de l'air, plusieurs études ont été conduites pour caractériser les risques sanitaires liés à ce genre de produit.

Seuls les produits fonctionnant par combustion, comme les bougies, les encens, etc. présentent un risque potentiel. En effet, les combustions conduisent à des émissions de benzène et de formaldéhyde. La mise au point d'une méthode robuste d'évaluation de ces produits est en cours.

En ce qui concerne les composants diffusés par ces appareils, ils sont soumis à la législation européenne relative à la composition des produits, qui définit les conditions relatives à la mise sur le marché de ces substances, notamment le règlement REACH.

Sans plus d'informations détaillées sur la nature des substances utilisées pour modifier l'environnement olfactif, je ne peux actuellement vous fournir une réponse plus complète, à savoir si ces produits répondent aux exigences légales en vigueur. J'ai demandé à mon administration d'enquêter auprès des producteurs et des distributeurs belges de ces produits pour en vérifier la conformité.

05.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, la pollution de l'air intérieur est parfois encore plus importante que la pollution de l'air extérieur. Vous ne pouvez pas la négliger, en tant que ministre de la Protection des consommateurs, ayant aussi dans vos attributions la loi sur les produits. Pensons aussi aux travailleurs. La Région flamande a édicté un règlement sur la pollution intérieure avec des normes fixées - sans doute parce que cela se situe au niveau régional. Il faut cependant rester très attentif à cette problématique.

J'espère avoir une copie de la réponse que vous recevrez de vos services.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van Klimaat en Energie over "de uitvoeringsbesluiten inzake de wet tot uitvoering van een duurzame ontwikkelingseffectenbeoordeling" (nr. 6738)

06 Question de Mme Nathalie Muylle au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les arrêtés d'exécution relatifs à la loi sur l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable" (n° 6738)

06.01 Nathalie Muylle (CD&V): Mijnheer de minister, ik kom terug op de verankering van de DOEB-test, die wij bij de wet van 30 juni 2010 in onze commissie hebben goedgekeurd.

Wij hebben daarvoor volgens mij een transparant kader goedgekeurd, waarmee men rekening moest houden bij het nemen van nieuwe initiatieven.

In die wet hebben wij toen vastgelegd dat verschillende uitvoeringsmodaliteiten met een koninklijk besluit moeten worden vastgelegd. Het ging niet alleen om de parameters en de indicatoren waaraan wij zullen toetsen, maar ook moest er via een voorafgaand onderzoek een lijst worden opgemaakt van de wetgevende initiatieven die men aan de DOEB-test zou onderwerpen.

De wet is in werking getreden op 1 oktober 2011. Mijnheer de minister, toen ik u een jaar geleden vroeg naar de voorbereiding daarvan, hebt u mij geantwoord dat de werkzaamheden voortbouwden op de opgedane ervaring en dat het besluit op tijd klaar zou zijn.

Wij zijn een maand na de inwerkingtreding. Hoeveel staat de uitvoering van die wet? Dat is des te dringender, gelet op het feit dat ingevolge artikel 19/3 geen nieuwe initiatieven meer kunnen worden genomen, tenzij ze getoetst werden aan de hand van de DOEB.

Bent u klaar met de uitvoeringsbesluiten?

06.02 Minister **Paul Magnette**: Mevrouw Muylle, ik verheug mij eveneens over de inwerkingtreding van de herziene wet betreffende duurzame ontwikkeling.

Een ontwerp van koninklijk besluit werd door de POD Duurzame Ontwikkeling voorbereid. Er werd een eerste ontwerp aan het College van voorzitters voorgesteld, opdat het werkinstrument uiteindelijk door de hele federale administratie zou worden toegeëigend.

Overigens heeft de POD DO begeleidingsinstrumenten voorbereid om het instrument gebruiksvriendelijker te maken.

Gelet op de lopende zaken zal het uitvoeringsbesluit aan de volgende minister belast met Duurzame Ontwikkeling worden voorgesteld, zodat het zo spoedig mogelijk aan de beraadslaging van de Ministerraad zou worden onderworpen.

Welke sancties zijn er in de wet opgenomen en wat is de weerslag ervan op de wetgevende werkzaamheden? Het lijkt in dit stadium onnuttig bepalingen aan het ontwerp van koninklijk besluit toe te voegen.

06.03 **Nathalie Muylle** (CD&V): Mijnheer de minister, ik dank u voor u antwoord.

Wat ik niet goed begrijp, is dat u ter zake het argument van de lopende zaken inroept. Het gaat over een wet die is goedgekeurd en die in uitvoering moet gaan. Volgens mij past het ook perfect binnen lopende zaken, dat u ze uitvoert.

Als het werk klaar is, wat belet u dan om zelf een koninklijk besluit uit te vaardigen?

06.04 **Paul Magnette**, ministre: C'est le choix qui a été fait partout. Ce n'est pas parce que c'est juste un arrêté royal d'application qu'on peut le faire. En affaires courantes, ce n'est pas urgent et donc, il n'y a pas de raison de l'appliquer. Cela dit, on espère sortir rapidement des affaires courantes.

06.05 **Nathalie Muylle** (CD&V): Mijnheer de minister, ik begrijp het niet goed. De wet is van kracht sinds oktober van dit jaar. Er is een overgangperiode van een jaar geweest, waarin men zich kon voorbereiden. Volgens mij heeft de kwestie niet met lopende zaken te maken. Ik vermoed dat het dossier een paar maanden bij de administratie is blijven liggen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 **Question de M. Anthony Dufrane au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la remontée des frelons asiatiques vers la Belgique" (n° 6780)**

07 **Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Klimaat en Energie over "het oprukken van de Aziatische horzel naar België" (nr. 6780)**

07.01 **Anthony Dufrane** (PS): On connaît le rôle important joué par les abeilles dans notre écosystème. Si nos arbres donnent des fruits, c'est notamment grâce aux abeilles et à leur rôle majeur dans la pollinisation des plantes. Or, aujourd'hui, les abeilles belges et européennes sont dans une situation délicate. Fragilisées par le varroa, un parasite qui prolifère dans les ruches, par certaines maladies et par l'usage intempestif de certains pesticides, leur nombre ne cesse de décroître.

Malheureusement pour elles, leur avenir ne s'annonce pas meilleur. En effet, depuis plusieurs années déjà, le frelon asiatique est en train d'envahir la France et de remonter vers la Belgique. Selon les spécialistes, ce spécimen aurait atteint la région parisienne cette année, et on l'attend en Belgique d'ici deux à trois ans.

Bien qu'il ne soit pas plus dangereux que son cousin européen pour l'homme, sa capacité à attaquer en groupe lorsqu'il se sent menacé le rend potentiellement dangereux vis-à-vis des promeneurs et des sportifs. Les cas se sont d'ailleurs multipliés cet été en France.

S'il n'a pas officiellement le statut de nuisible, il n'en représente pas moins une menace pour les apiculteurs. En effet, cette variété de frelon est l'un des prédateurs les plus dangereux pour les abeilles.

En général, les frelons asiatiques se postent à l'entrée d'une ruche et attendent que les abeilles en sortent pour fondre sur elles. Et, si les abeilles, par crainte de ces prédateurs, ne sortent plus de leur ruche, elles finissent par mourir de faim.

La situation est à ce point préoccupante en France que les autorités régionales des Pays de la Loire ont récemment décidé de remettre une subvention de 60 000 euros à la Fédération de lutte et de défense contre les organismes nuisibles pour contenir cette invasion.

Avez-vous connaissance de cette menace pour nos abeilles? Étant donné le caractère invasif de cette variété de frelon, existe-t-il des mesures pour contenir son arrivée sur notre territoire? Dans l'affirmative, quelles sont-elles?

Mis à part la France, d'autres pays européens sont-ils également touchés par cette invasion de frelons?

Vu le caractère transnational de ce problème, lié notamment au mode de déplacement du frelon, existe-t-il une réflexion européenne à ce sujet?

07.02 Paul Magnette, ministre: Les seules mesures efficaces pour ralentir la progression du frelon asiatique sont des mesures de lutte sur le terrain. Il faut les piéger et détruire les nids. Ce sont des mesures qui relèvent de la compétence régionale.

Je fais examiner pour ma part la question de conférer le statut de nuisible au frelon asiatique, afin de pouvoir contrôler les importations d'articles de consommation qui pourraient être ou qui sont identifiés comme responsables de la dissémination du frelon asiatique, notamment des poteries chinoises.

Importée accidentellement dans le sud-ouest de la France dès 2004, cette espèce progresse en effet vers le nord. Elle vient d'être identifiée très récemment pour la première fois sur notre territoire, précisément à Flobecq, commune du ministre-président wallon, mais c'est une pure coïncidence.

Pour votre bonne information, elle progresse également vers le sud et a été identifiée, en 2010, en Espagne.

Le Musée d'Histoire naturelle à Paris a étudié la question et constaté que le front d'invasion – c'est le terme technique – s'élargit de 100 km. Un processus européen est en cours pour mettre en place un cadre juridique européen spécifiquement dévolu à la lutte contre les espèces exotiques invasives, en général. Une proposition de la Commission est attendue fin 2012 – j'en parlais à l'instant en répondant à Mme Snoy. Nous contribuons activement aux travaux préparatoires de cette proposition puisque vous savez que nous sommes un pays pionnier en la matière. Par ailleurs, l'Union européenne finance des travaux sur la question, par le biais du programme européen pour les apiculteurs, qui sont démunis, comme vous le rappelez, face au problème de la présence des frelons à l'entrée des ruches.

En outre, j'ai pris l'initiative, en collaboration avec mes collègues en charge de la santé publique et de la sécurité alimentaire, de lancer une série d'actions favorables aux abeilles dans les domaines de compétence fédérale, à savoir, la santé publique, l'environnement et la protection des consommateurs. Ces actions concernent notamment la mise sur le marché des pesticides, des produits phytopharmaceutiques et des biocides, la réévaluation de la toxicité et de l'impact des produits phytopharmaceutiques et de certains biocides sur les abeilles, la mise en place de mesures de précaution lors de l'utilisation de semences enrobées de certains types par des insecticides systémiques et la sensibilisation accrue des entreprises et des consommateurs à l'importance sociale et économique de la pollinisation à laquelle vous faisiez référence tout à l'heure, notamment.

Enfin, au-delà du cas du frelon asiatique, qui est un cas de dissémination accidentelle et involontaire, la révision de la loi sur la conservation de la nature, que j'ai initiée, vient d'être adoptée par le gouvernement et sera sous peu soumise au parlement. Sa finalité est de se concentrer dorénavant sur la problématique de la prévention aux atteintes à la biodiversité indigène de toutes disséminations volontaires, en ciblant les volets importation-exportation et transit, qui seront interdites, sauf dérogation exceptionnelle et dûment justifiée. J'ai chargé mes services d'exécuter cette loi révisée et une première liste de 20 espèces exotiques envahissantes, animales ou végétales, révisable régulièrement par un conseil scientifique, a été établie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 **Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de afwijkende interpretatie van de REACH- reglementering" (nr. 6922)**

08 **Question de M. Bert Wollants au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interprétation divergente de la réglementation REACH" (n° 6922)**

08.01 **Bert Wollants (N-VA):** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, REACH trad op 1 juni 2007 in werking. Deze verordening wil een geïntegreerd systeem invoeren voor de registratie, de evaluatie, beperkende maatregelen en de autorisatie van chemische stoffen.

Ondernemingen die deze stoffen vervaardigen, importeren en gebruiken, moeten volgens de verordening informatie verzamelen over de eigenschappen van een stof, de aan het gebruik verbonden risico's en zij moeten maatregelen nemen om deze risico's te beheersen. Binnen een periode van 11 jaar moeten alle stoffen gescreend worden.

In artikel 33, 7.2 van de REACH-reglementering staat dat een minimale ondergrens van 0,1 % van de concentratie van een stof, voorkomend op de kandidaatlijst, toepasbaar is op het voorwerp en niet op de subcomponenten.

De EU laat de lidstaten hier echter toe een strengere interpretatie te hanteren en dat is ook het geval in dit kader. België heeft immers gekozen voor de benadering "once an article, always an article", wat wil zeggen dat de 0,1 % concentratie op alle subcomponenten van een bepaald product wordt toegepast.

Deze verplichting zal volgens mij leiden tot een aanzienlijke hoeveelheid individuele gegevensoverdrachten, wat dan weer tot gevolg zal hebben dat de consument in al die gegevens zal verdrinken.

Mijnheer de minister, waarom heeft België gekozen voor een afwijkende interpretatie van de REACH-reglementering? Hoe valt dit te rijmen met het vereenvoudigingsprincipe dat uw collega, de heer Van Quickenborne, nastreeft, aan wie de vraag oorspronkelijk was gericht? Ik weet natuurlijk dat zelfs in deze politieke toestand de regering een en ondeelbaar is.

Bij zeer complexe producten, bijvoorbeeld in de voertuigindustrie, zal deze interpretatie tot gevolg hebben dat al de subcomponenten – het gaat om duizenden componenten – individueel zullen moeten worden getoetst. Op die manier zullen enorm veel gegevens ontstaan. Is deze administratieve last haalbaar? Vindt u dat toelaatbaar?

Niet alle lidstaten interpreteren deze principes op deze manier. Dat maakt dat de administratieve last voor onze bedrijven een stuk hoger komt te liggen dan in het buitenland. Denkt u dat dit op het vlak van competitiviteit een goed idee is? Wat zullen de effecten daarvan zijn? Kunt u op die basis onze interpretatie blijven verdedigen?

Sommige industrieën hebben reeds een eigen systeem van dataverzameling. Wat zal met deze systemen gebeuren? Zullen de gegevens die reeds lang zijn verzameld nog kunnen worden gebruikt? Moeten deze systemen en procedures afgedankt worden ten voordele van nieuwe? Zal deze vernieuwing niet opnieuw een enorme last met zich brengen voor de verschillende industrieën en toeleveringsketens?

08.02 **Minister Paul Magnette:** Mijnheer Wollants, het doel van REACH is het beschermen van mens en milieu tegen de risico's van chemische stoffen. De stoffen op de kandidaatlijst zijn zeer zorgwekkend: kankerverwekkend, mutageen, toxisch voor de voortplanting, bio-accumulerend of persistent. Artikel 7 van REACH voorziet in een melding van deze stoffen wanneer deze in een voorwerp aanwezig zijn in een concentratie van meer dan 0,1 %, teneinde deze stof te kunnen traceren op de markt. Artikel 33 biedt de consument de mogelijkheid om zich te informeren aangaande de aanwezigheid van deze zorgwekkende stoffen in consumentenproducten.

De bedoeling van het concept "voorwerp" of "article" is bedoeld om onderscheid te maken tussen stoffen en mengsels, enerzijds, en objecten anderzijds, waarvan de functie meer bepaald wordt door de vorm dan door zijn chemische samenstelling. Eens een object een voorwerp is geworden, blijft het een voorwerp, ongeacht

de latere assemblage. Een typisch voorbeeld van een voorwerp in het raam van REACH zijn de plasticen handvaten van een fiets. Een onderscheid maken tussen de losgemaakte stukken, de wisselstukken, van het gehele voorwerp, enerzijds, en dezelfde stukken in een assemblage, anderzijds, zou de assemblage buiten de Europese Unie bevoordelen teneinde de grenswaarde beneden 0,1 % te bereiken. Bovendien, in het geval van sommige assemblages, zouden sommige onderdelen niet meer kunnen worden vervangen binnen de EU omdat bij sommige wisselstukken de grenswaarde van 0,1 % wordt overschreden.

Wat ook de gebruikte aanpak is voor het definiëren van een voorwerp, ieder deel van het object zal moeten worden geanalyseerd om de individuele concentratie te bepalen van de zeer zorgwekkende stoffen. In de Belgische benadering is het deze individuele informatie die zal moeten gemeld worden. In de benadering die alleen rekening houdt met de finale assemblage, zal een supplementaire berekening nodig zijn, rekening houdend met het gewicht en de concentratie van elk onderdeel om het totale gehalte te kennen. Dit zal onvermijdelijk leiden tot informatieverlies doorheen de hele toeleveringsketen, tot onwetendheid over de producten op de markt en tot een mogelijk of onbekend risico voor de burgers.

België wenst een uniforme benadering binnen de Europese Unie. Heden is de vraag nog steeds niet opgelost op het niveau van de Europese Unie. De zes dissidente landen, gesteund door Noorwegen, werken eraan dat de aanpak "once an article, always an article" de gemeenschappelijke aanpak wordt. De gegevens die reeds in het verleden werden verzameld, kunnen opnieuw worden gebruikt. Indien de gegevensvergaring reeds in voege bij bepaalde industrieën compatibel is met het systeem van melding, kan deze worden gebruikt voor de voorbereiding van een melding.

08.03 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, natuurlijk wil u de informatie intact houden en ervoor zorgen dat de consument steeds gewaarschuwd blijft.

Indien wij echter opnieuw het voorbeeld van de auto nemen, wil zulks zeggen dat, wanneer wij spreken over één chip in de auto, waarvan er waarschijnlijk tienduizenden in de auto zitten, de bedoelde informatie aan de consument zal moeten worden doorgegeven.

De consument zal dus een onoverzichtelijke lijst krijgen van allerlei stoffen die in het volledige voorwerp zijn opgenomen. De vraag is bijgevolg of de informatie in kwestie uiteindelijk nog nuttig is, wanneer er een gigantische stroom aan informatie komt, zonder dat de consument kan zien wat de stof in het totale pakket betekent. Immers, wat zegt 0,1 % van een chip in een dashboard van een auto eigenlijk nog over het product zelf? Wat zegt zulks over het gevaar dat de consument bij het gebruiken van de auto loopt?

Daarom pleit ik ervoor dat er binnen Europa een algemeen standpunt komt dat ook wordt gehanteerd. Wij moeten echter ook redelijk blijven. Wanneer wij op een gegeven moment over duizenden, zo niet miljoenen componenten spreken – over dat niveau gaat het –, zal het voor de consument niet langer haalbaar zijn om na te gaan wat nu effectief het effect is van een component op de gebruikswaarde van het voorwerp.

Ik stel mij dan ook de vraag wat de meerwaarde is van deze administratieve last, waarvoor wij hier in België zelf kiezen.

De **voorzitter**: Ik veronderstel dat het een retorische vraag is.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Collega's, wij hebben nog twee vragen. Mevrouw Snoy, ik ga ervan uit dat uw eerste vraag, nr. 6989, over het gebruik van Roundup, aan mevrouw Laruelle is gericht.

08.04 Paul Magnette, ministre: A-t-elle accepté d'y répondre? C'est un accord; je prends les biocides et elle prend les pesticides. Madame Snoy, n'ayez pas d'inquiétude, elle va y répondre. Cela me laissera le temps de répondre à votre question sur les wifi. Sinon ...

De **voorzitter**: Wij zijn eigenlijk reeds over tijd. Wij zullen erop aandringen dat mevrouw Laruelle zeer snel het antwoord probeert te formuleren. Tot frustratie van het Parlement, maar het is aan de regering om te oordelen welk lid antwoordt.

08.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je manifeste mon désaccord avec le fait que

Mme Laruelle prene à sa charge les questions sur les pesticides, d'autant plus que ma question a trait aux pesticides utilisés par les particuliers, les communes et les entités qui n'en font pas un usage professionnel.

Le **président**: C'est le gouvernement qui décide quel ministre répond aux questions.

08.06 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Le gouvernement décide mais, en l'occurrence, je manifeste mon désaccord avec le gouvernement.

09 **Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "voedselvermalers en allesverbranders" (nr. 7003)**

09 **Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les broyeurs alimentaires et les incinérateurs de jardin" (n° 7003)**

09.01 **Bert Wollants** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, voor het verwijderen van huishoudelijk afval wordt vandaag soms nog gebruik, of liever misbruik, gemaakt van allesverbranders en voedselvermalers. Het gebruik van die toestellen is illegaal, maar de verkoop en aankoop ervan zijn dat op dit moment nog niet, voor zover ik weet. Het komt er dus eigenlijk op neer dat er een aantal toestellen op de markt is, waarvan wij weten dat als zij worden gebruikt, dit een inbreuk vormt op de gewestelijke wetgeving. Dat is een heel duale situatie.

U hebt in het actieplan rond de federale bijdrage tot de luchtkwaliteit 2009-2012 uw voornemen aangekondigd om een KB uit te vaardigen om een verbod daarop te installeren, om ervoor te zorgen dat dit soort toestellen niet meer verkocht zou kunnen worden, aangezien ze bijna altijd misbruikt worden.

Wat is de stand van zaken van dat koninklijk besluit op dit moment? Vindt u het gepast om hieraan regelgeving te koppelen omtrent de verkoop van voedselvermalers, zodat beide apparaten niet meer kunnen worden misbruikt?

09.02 **Minister Paul Magnette**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Wollants, er vond voor het ontwerp van KB reeds een eerste raadpleging plaats bij de Gewesten. Die raadpleging werd officieel gestart ter gelegenheid van de vergadering van de stuurgroep duurzame productie- en consumptiewijzen, op 18 november 2011. De adviesaanvragen bij de raadgevende comités zullen eind november worden opgestart, net als de kennisgeving van het ontwerpbesluit bij de Europese Commissie. De publicatie van het koninklijk besluit wordt verwacht tegen april 2012.

Een volledig verbod lijkt geen realistische optie. Om praktische redenen kan het vermalen van voedselresten een geschikte oplossing zijn om composteer- of biogaseenheden te voorzien van grondstoffen. Ik verwacht bijgevolg van het federaal productagentschap van Leefmilieu dat het in overleg met de gewestelijke actoren die bij deze problematieken betrokken zijn, nadenkt over de manier waarop het in de handel brengen van die apparaten kan worden omkaderd.

09.03 **Bert Wollants** (N-VA): Mijnheer de minister, wij zullen zien waar dit heen gaat. De problematiek gaat natuurlijk al heel lang mee. In het begin van mijn carrière ben ik gestart bij de OVAM. Op dat moment was daar al de vraag om eindelijk iets te doen aan dat soort toestellen. Hopelijk kunnen zij nu, meer dan tien jaar na datum, effectief resultaten zien.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 **Questions jointes de**

- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le nouveau système d'accès au wifi mis en place par Belgacom" (n° 7012)

- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nouveau système d'accès au wifi mis en place par Belgacom" (n° 7013)

10 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "het nieuwe systeem voor wifitoegang van Belgacom" (nr. 7012)

- mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en

Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het nieuwe systeem voor wifitoegang van Belgacom" (nr. 7013)

10.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, j'ai posé cette question non seulement à vous-même, mais également à la ministre de la Santé et au ministre des PME, M. Van Quickenborne.

Belgacom a annoncé le 14 novembre dernier par voie de presse son intention de faire de ses clients abonnés à internet, à leur insu, des réémetteurs wifi en utilisant leur routeur comme autant de points d'accès.

La société table sur plus ou moins 700 000 points d'accès supplémentaires par ce biais, grâce auxquels il sera possible, pour les abonnés Belgacom, d'accéder à internet depuis des lieux, publics ou non, plus ou moins proches de ces b-boxes.

Cette innovation ne peut a priori apparaître que sympathique, puisqu'il s'agit d'un service supplémentaire gratuit basé sur un partage efficace des ressources. C'est une façon de voir les choses.

Néanmoins, la façon de procéder de Belgacom est en elle-même critiquable, puisque la société va d'abord procéder à la mise à jour permettant l'utilisation de la b-box comme point d'accès aux abonnés, puis seulement informera ses clients, qui peuvent s'opposer au partage de leur b-box. Cette procédure est en cours. J'ai pu le vérifier par des connaissances.

En lisant le mail que Belgacom envoie à ses clients, il est difficile de savoir comment il est possible de s'opposer. Belgacom présente les choses comme un service supplémentaire attrayant. Cela ne se refuse pas. Il est difficile pour les clients d'envisager ne pas participer à cela.

Nous n'avons pas encore réussi à l'apprendre malgré nos recherches, mais nous ne savons pas si le client ne sera pas obligé de laisser sa b-box allumée 24 heures sur 24. Cela paraît logique. Si l'on veut que les routeurs soient accessibles jour et nuit à des personnes de l'extérieur, il faudra les laisser allumés. Plus question d'éteindre son wifi quand on ne l'utilise pas, la nuit par exemple, comme il est recommandé pour limiter une exposition inutile aux ondes électromagnétiques, et pour éviter la consommation d'énergie des appareils en veille.

L'opérateur affirme que son système de partage n'augmentera pas l'exposition aux ondes ni les émissions de rayonnement. Cela me paraît très étrange. Selon les opérateurs que nous consultons, les informations sont contradictoires. Le wifi émet-il plus quand il fonctionne et est activé que quand il n'est pas activé?

Belgacom n'a pas prévu de mise en garde des abonnés concernant les risques pour leur santé ou leur bien-être. Laisser son routeur wifi allumé en toute circonstance, parfois à proximité de lieux où l'on séjourne plus ou moins longtemps, n'est pas recommandé.

Cela nous paraît être une action très importante. Si cette réalisation était plus matérielle, un permis d'environnement serait demandé et la problématique serait probablement confiée aux Régions. Pour ce genre de mise en œuvre, aucune permission n'est demandée, alors qu'il y a un impact sur l'environnement et peut être sur la santé.

Comment considérez-vous la manière de procéder de Belgacom? Je pourrais vous reposer la même question en commission de l'Économie tout à l'heure, mais je ne vais pas le faire si vous me répondez assez globalement maintenant: ne faut-il pas, avant la mise en place de ce système, vérifier quel impact cela crée sur l'exposition des personnes dans l'environnement urbain? Il faudrait une évaluation qui soit indépendante. Ne faudrait-il pas s'adresser autrement au consommateur et trouver les moyens de protéger les droits de celui-ci, la question de la vie privée étant aussi en jeu dans ce dossier? Considérez-vous comme normal que de telles installations ne soient soumises à aucune autorisation? Quel cadre réglementaire devrait-il être utilisé?

10.02 **Paul Magnette**, ministre: Chère collègue, l'impact de ce système wifi sur l'exposition du public peut être évalué sur la base des caractéristiques techniques. Les appareils tels que la b-box doivent satisfaire à des spécifications techniques imposées par l'IBPT.

La puissance maximale en l'occurrence peut s'élever à 100 mW au plus. La puissance moyenne varie pour sa part en fonction de l'intensité du trafic des données. L'utilisation continue d'une b-box privée déboucherait sur un niveau d'exposition plus élevé, en ce sens que la puissance d'émission moyenne de cet appareil augmenterait jusqu'à son niveau maximal de 100 mW à pleine charge, dans le pire des scénarios, soit une utilisation intensive continue, la puissance émise étant de 100 mW pendant 24 heures.

Il s'agit donc d'une valeur qui reste bien inférieure à toutes les valeurs limites et au seuil d'effets connu. D'un point de vue strict, le caractère continu du rayonnement ne pose, lui non plus, aucun problème pour la santé selon, bien entendu, les connaissances scientifiques actuelles.

Toutefois, dans le respect du principe de précaution, j'émet, comme vous, des objections quant aux aspects pratiques de la réalisation de cette initiative de Belgacom. J'estime, tout d'abord, que Belgacom doit informer le consommateur de l'impact sur sa propre exposition, mais aussi des mesures de précaution simples qu'il peut prendre.

En outre, le client de Belgacom ne peut, en aucun cas, être empêché par les dispositions contractuelles d'éteindre sa b-box lorsqu'il le souhaite.

Pour ce qui concerne les aspects juridiques – vous l'avez relevé vous-même – de telles installations relevant, comme c'est le cas de toutes les installations fixes, de la réglementation régionale en matière d'environnement, je ne peux vous en dire plus.

10.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse.

Monsieur le ministre, vous me donnez donc confirmation d'un mensonge de Belgacom. Je n'ai pas d'autres mots pour le dire. En effet, ils ont prétendu que la b-box et le trafic n'augmentaient pas l'exposition.

Cela dit, un travail doit être fait en termes d'information au consommateur. En effet, nombreux sont les consommateurs qui ne sont pas conscients qu'un wifi est allumé. De plus, pour l'éteindre, il faut faire une manipulation qui est trop compliquée pour des milliers de personnes qui ne sont pas familiarisées à l'informatique. Des gens utilisent donc internet sans pour autant savoir comment débrancher leur routeur. Il y a là un problème car il s'agit d'une exposition non choisie. On est déjà suffisamment exposé au wifi des voisins sans le savoir. Je pense ici en particulier à ceux et celles qui sont électro-sensibles, même s'ils sont minoritaires.

J'attends donc que vos objections aboutissent à une mise en garde de Belgacom tant pour ce qui concerne la protection du consommateur que de son information.

En tant que ministre de l'Énergie, vous devriez pouvoir conseiller aux utilisateurs d'éteindre leurs appareils en veille et, notamment, les routeurs lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Mais si tel est le cas, le système Belgacom sera inévitablement mis en cause.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le développement des questions et interpellations se termine à 15.23 heures.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 15.23 uur.